

Abandon de Poste.

En 10 ans de réorganisation à marche forcée et avec un management mortifère façon « France télécom », la poste a supprimé **80000** emplois ;

Sur **17000** bureaux répertoriés en 2010 :

- Aujourd'hui il n'en reste plus que **9000**
- Objectif **4000** bureaux de Poste de plein exercice d'ici 2020

La transformation se fera sous forme d'Agence Postale Communale (avec l'argent public) ou de relais tenus par les commerçants voire suppression totale d'activité postale.

La notion de service public est bel et bien anéantie.



Rappelons les propos du Directeur de La Poste Mr Philippe Wahl « les défis à venir de la Poste engendreront du sang et des larmes ».

Les réorganisations tous les 24 mois, l'accroissement de la charge du travail, le management répressif, génèrent une souffrance au travail. Résultat le bilan social est lourd car les suicides et burn-out se succèdent.

Pour les usagers c'est un service de proximité totalement dégradé en raison de fermetures intempestives de bureaux, l'impossibilité de rencontrer un conseiller financier dans des délais raisonnables, la distribution du courrier non assurée 6 jours sur 7.

L'Etat actionnaire majoritaire à 74% aurait du stopper cette hécatombe. Mais le gouvernement Sarkozy l'a au contraire favorisée en 2010 par la privatisation suivie par la politique du gouvernement Hollande engendrant la situation que nous connaissons actuellement.

Désormais Mr Wahl peut avoir les coudées franches, le nouvel accord sur la présence postale territoriale (contrat tripartite entre l'Etat, la Poste et les Maires de France) permet de modifier le fonctionnement d'un bureau de Poste (changement d'horaire ou fermeture) après information auprès du Maire sans que celui-ci convoque le conseil municipal comme auparavant.

Les services publics sont la priorité de tous, ne laissons pas la finance s'en emparer avec des gouvernements complices !